



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Semaine de l'intégration

DU 17 AU 21 OCTOBRE 2022

Organisée par la direction
générale des étrangers en
France (DGEF)

Avec :

- La délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)
 - La délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR)
 - La délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL)
 - L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
 - Pôle Emploi
- et de nombreux autres partenaires



Plus de 400 événements consacrés à l'intégration des étrangers ont été organisés du 17 au 21 octobre 2022, dans l'ensemble du territoire national !

Un an après le lancement de la Semaine de l'intégration, cette deuxième édition organisée par la direction générale des étrangers en France (DGEF) a été un succès, mettant en lumière une politique interministérielle et partenariale d'intégration des étrangers primo-arrivants dont les réfugiés, pour garantir les conditions d'une insertion réussie dans la société française.

Services et opérateurs de l'Etat, collectivités territoriales, monde associatif et entreprises, bénéficiaires eux-mêmes, tous ont été mobilisés pour valoriser les nombreuses initiatives en faveur de l'intégration des étrangers mises en œuvre au quotidien, en matière d'accès à l'emploi, d'apprentissage du français, d'accès au logement, d'appropriation des principes et valeurs républicains, de promotion de la citoyenneté, de jeunesse, de culture et du sport... Ces événements montrent des parcours d'intégration réussis et permettent ainsi à chacun de trouver des modèles, des exemples et des solutions.

Le séminaire national de clôture a été un moment privilégié d'échanges sur les bonnes pratiques et solutions nouvelles pour nourrir la politique d'intégration des retours d'expériences de ceux qui la pratiquent au quotidien, qu'il s'agisse de l'accompagnement spécifique dont ont

besoin les petites communes des territoires ruraux, mais aussi des difficultés rencontrées par les femmes étrangères dans l'accès à l'emploi, pour ne citer que ces deux exemples.

Cette deuxième Semaine de l'intégration a été enfin l'occasion de prendre du recul et de se rendre compte des progrès réalisés depuis un an, qu'il s'agisse de la contractualisation avec les collectivités territoriales, de la mise en œuvre des nouveaux marchés de formation de l'OFII ou d'initiatives en matière d'insertion professionnelle. Le lancement effectif sur le terrain du programme AGIR (Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés) constitue une étape importante et l'exemple de généralisation d'actions locales réussies.

Il reste encore évidemment beaucoup à faire en matière d'intégration des étrangers en France mais cette Semaine a été l'occasion de constater la diversité et la richesse des actions mises en œuvre partout sur le territoire. Vous trouverez quelques exemples qui ont marqué cette Semaine dans cette brochure. Bonne lecture !

Rendez-vous l'année prochaine pour la troisième édition de la Semaine et un grand merci aux acteurs au quotidien de l'intégration des étrangers en France !

Eric Jalon,
directeur général des étrangers en France



1	L'intégration des étrangers en France, une démarche partenariale ancrée dans les territoires	— 04
2	Les événements de la Semaine de l'intégration	— 06
3	Le séminaire de clôture de la Semaine de l'intégration	— 19
4	Remerciements	— 27
	ANNEXES	— 28



1

L'intégration des étrangers en France, une démarche partenariale ancrée dans les territoires

Le volet territorial de la Semaine de l'intégration a été particulièrement riche, avec l'implication des préfetures, des collectivités territoriales et de l'ensemble des partenaires locaux qui œuvrent quotidiennement pour la réussite des étrangers en situation régulière sur le territoire et ayant vocation à rester durablement en France, y compris les réfugiés.

Beaucoup d'actions sont ainsi conduites en proximité, chaque semaine, sur le territoire, par de nombreux acteurs, institutionnels, associatifs, bénévoles. Les partenariats sont parfois consacrés dans des contractualisations, comme les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI) conclus entre l'Etat et des collectivités territoriales : plus de 18 ont été conclus ces dernières années avec les plus grandes métropoles, et plus de 200 actions soutenues sur d'autres commune du territoire pour plus de dix millions d'euros financés par



l'Etat en 2022. Ces CTAI permettent de renforcer les synergies et, partant, l'efficacité de cette politique d'intégration, conduite au plus près des territoires.

Cette Semaine de l'intégration a par ailleurs été marquée par le lancement du programme AGIR (Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés) à la préfecture de l'Isère, en présence de la Secrétaire d'Etat chargée de la citoyenneté, Sonia Backès. Le déploiement de ce programme dans 27 départements en 2022, avant

une généralisation à tout le territoire d'ici 2024, illustre cet ancrage local des politiques d'intégration, ici en faveur des réfugiés, et les partenariats qui assurent sa réussite.

Ce dispositif d'une durée maximale de 24 mois permettra aux personnes réfugiées de bénéficier d'un accompagnement global et individualisé pour faciliter leur accès aux droits, au logement, à la formation et à l'emploi. Bref, leur autonomie et leur place dans la société française.

2

Les événements de la Semaine de l'intégration

Partout en France, en métropole et en Outre-Mer, plus de 400 événements ont été organisés par les acteurs de l'intégration, contre 170 l'année précédente. Cette réussite témoigne d'une installation de cette Semaine dans le paysage de l'intégration des étrangers en France.

Ces événements ont permis de valoriser les actions mises en œuvre sur l'ensemble du territoire en faveur de l'intégration des étrangers notamment dans les domaines de la formation et l'emploi, de l'accès au logement et à la santé, de l'apprentissage du français, de la citoyenneté et des valeurs de la République, de la jeunesse, de la culture et du sport.

Ils ont aussi été l'occasion de mettre en lumière des parcours réussis d'intégration d'étrangers.

Une brève sélection est présentée dans les pages suivantes.

→ Conférence régionale des acteurs de l'intégration en Auvergne-Rhône-Alpes, à Lyon

Organisateur : Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR) de la préfecture Auvergne-Rhône-Alpes

Cet événement avait pour objectif d'interroger le regard que porte la société française sur l'intégration des étrangers dans notre pays.

François Héran, professeur au Collège de France, a remis en perspective l'accueil des étrangers en France ces dernières années afin de déconstruire les idées reçues en matière de migrations. Des élus des villes de Lyon et de Clermont-Ferrand ont témoigné de leur engagement dans le cadre des contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI) des étrangers.



→ Regards croisés sur l'insertion des femmes primo-arrivantes en Bourgogne-Franche-Comté, à Montceau-les-Mines

Organisateur : association HUMANITY

La table ronde organisée en présence du sous-préfet d'Autun et du service insertion de la communauté urbaine Creusot-Montceau, a permis de mettre en lien les différentes parties prenantes de l'insertion des femmes étrangères. Après la diffusion d'un documentaire et les témoignages de trois femmes primo-arrivantes qui ont mis en lumière le parcours de ces femmes accompagnées par l'association, les partenaires institutionnels, les acteurs de l'insertion et les entreprises présentes ont pu échanger sur les bonnes pratiques.

→ Accompagnement dans le logement avec le dispositif Transition en Bretagne, à Rennes

Organisateurs : préfecture d'Ille-et-Vilaine et association Saint Benoit Labre

Quatre bénéficiaires de ce dispositif d'accompagnement des réfugiés vers le logement à la sortie de centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) ou centre provisoire d'hébergement (CPH) ont partagé leur expérience et leur parcours, en présence du préfet de région, Emmanuel Berthier, des représentants de l'association Saint Benoit Labre, qui accompagne les réfugiés dans ce dispositif, et la presse.

■ Quel impact sur les étrangers primo-arrivants d'Ille-et-Vilaine ?

La mise en œuvre de ce dispositif, qui a débuté fin 2021, a permis l'orientation et l'accompagnement de 24 personnes pendant un an. L'association a pour objectif d'atteindre les 75 personnes accompagnées dans les prochains mois.

→ Visite d'une plateforme d'accueil de l'OFII en Corse, à Ajaccio

Organisateurs : DDETSPP de Corse-du-Sud et OFII

Le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud a rencontré une dizaine d'étrangers primo-arrivants aux parcours variés (rapprochement familial, immigration professionnelle). Ces étrangers ont pu assister à une présentation du contrat d'intégration républicaine (CIR) et participer à une séance de test de connaissances linguistiques en langue française.



→ Journée de l'intégration en Centre-Val-de-Loire, à Olivet

Organisateur : Centre AFPA d'Olivet

Le centre de formation AFPA d'Olivet a organisé cette journée pour changer le regard du grand public sur les étrangers et montrer leur aptitude à occuper un emploi : un groupe de bénéficiaires comprenant des stagiaires du programme HOPE (Hébergement, Orientation, Parcours vers l'Emploi) et des réfugiés dont six Ukrainiens, en formation français langue étrangère (FLE) et des stagiaires en formation VISA+ étaient



présents. Les participants ont pu découvrir une exposition des œuvres des stagiaires (peintures, calligraphies, tableaux avec des citations en alphabet éthiopien et arménien), une classe inversée FLE avec l'animation d'une séquence en persan à l'oral et à l'écrit, un quiz pour découvrir le programme HOPE et des ateliers culturels avec des spécialités culinaires et la présentation d'habits traditionnels.

■ Le programme HOPE

HOPE est un programme d'accompagnement des réfugiés vers l'emploi.

Le principe : un hébergement en centre AFPA et un parcours d'insertion professionnelle d'une durée maximale de 8 mois composée de deux périodes :

- une préparation opérationnelle à l'emploi collective (POEC) de 400 heures permettant une formation intensive de français à visée professionnelle ;
- l'approfondissement d'un projet professionnel et d'au moins 4 mois avec un contrat salarié conjuguant formation qualifiante et travail en entreprise.



→ L'exposition « Correspondances » dans le Grand-Est, à Mulhouse

Organisateur : association Aléos

Cette manifestation a permis au public de découvrir des parcours d'intégration d'étrangers pour changer le regard sur l'autre à travers l'exposition d'une vingtaine de lettres rédigées par des étrangers dans le cadre des ateliers d'apprentissage du français animés par l'association Aléos, des ateliers autour des contes et de la calligraphie, ainsi qu'une table ronde autour des parcours d'exil. Six étrangers venus notamment d'Afghanistan, d'Irak et du Maghreb ont également raconté leur parcours au public dans des entretiens en tête-à-tête.

→ Olympiades de l'intégration dans les Hauts-de-France, à Beauvais

Organisateurs : préfecture de l'Oise, Coallia, Ufolep et UniLaSalle

Ce tournoi sportif, qui a réuni des étudiants et des bénéficiaires de la protection internationale, est un bon exemple des actions menées pour favoriser l'intégration des réfugiés par le sport. La formation d'équipes composées de réfugiés et d'étudiants a permis à ces jeunes de se rencontrer autour de valeurs sportives communes. Cet événement s'est poursuivi par la signature d'un parrainage entre un étudiant d'UniLaSalle et un réfugié en présence du sous-préfet de l'arrondissement de Beauvais, secrétaire général de la préfecture de l'Oise. Un temps d'échanges a permis aux participants de discuter autour de la notion d'intégration.

→ Journée d'accueil au centre provisoire d'hébergement de France Terre d'Asile, en Ile-de-France, à Clichy

Organisateur : DRIETS Ile-de-France, unité départementale des Hauts-de-Seine

Cet événement, avec la participation d'environ 70 personnes dont des collégiens, des élus, des jeunes de la mission locale et des associations, a sensibilisé le public sur l'accompagnement des étrangers au CPH de Clichy à travers la diffusion de vidéos présentant des parcours d'insertion réussis, une exposition valorisant les récits de parcours des réfugiés (association Paroles d'hommes et de femmes), un concert (musiciens du chantier d'insertion de l'association Permis de Vivre la Ville), un défilé de mode de l'association Espero et un buffet préparé par Les Cuistots Migrateurs.



→ Visite d'un atelier OEPRE (« Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants ») en Martinique, au Lamentin

Organisateurs : DEETS et préfecture de la Martinique

La visite de l'atelier OEPRE par le préfet de région, Jean-Christophe Bouvier, et la rectrice d'académie a permis de mettre à l'honneur six femmes apprenantes pour l'atteinte du niveau A2 et deux élèves ayant obtenu le diplôme français langue étrangère. Une attestation de fin de cours leur a été remise à cette occasion.

■ Le dispositif OEPRE : « Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants »

Depuis 2008, la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) du ministère de l'intérieur et la direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) du ministère de l'éducation nationale se mobilisent en faveur des parents d'élèves étrangers à travers ce dispositif déployé sur l'ensemble du territoire pour contribuer à améliorer les chances de réussite des enfants à l'école. Les parents bénéficient de formations au sein des établissements scolaires avec trois objectifs : l'acquisition des fondamentaux du français, la connaissance des valeurs républicaines, la compréhension du fonctionnement et des attentes de l'école vis-à-vis des élèves et des parents.

En 2021-2022, plus de 15 000 parents ont participé aux 927 ateliers.





→ Visite d'une entreprise engagée dans l'insertion professionnelle des réfugiés en Normandie, à Cormelles-le-Royal

Organisateur : DEETS du Calvados

Le préfet du Calvados, Thierry Mosimann, a rencontré deux réfugiés Afghans recrutés par l'entreprise Alutil par le biais du dispositif AGIR 14 Plus, soutenu par l'État dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences. À cette occasion, ils ont pu exposer leurs parcours et la plus-value apportée par AGIR 14 Plus. L'entreprise et les partenaires qui portent ce dispositif ont pu également témoigner sur les actions mises en place pour faciliter leur insertion professionnelle ainsi que sur les résultats d'AGIR 14 Plus, deux ans après son déploiement dans le département.



■ Quel impact sur les étrangers primo-arrivants du Calvados ?

AGIR 14 Plus est un programme d'accompagnement des réfugiés vers l'emploi, qui apporte une réponse coordonnée en termes d'accès à l'emploi, à la formation, au logement et à la mobilité. Il a permis, depuis son déploiement en juillet 2020, à 175 réfugiés de bénéficier d'un accompagnement dédié à l'insertion professionnelle. En date du 30 septembre 2022, 66 réfugiés avaient trouvé un emploi, dont 11 en CDI, 9 en CDDI, 32 en CDD, 6 en contrat de professionnalisation, 8 en intérim.

→ « Le français sur les planches », l'apprentissage du français via une activité artistique en Nouvelle-Aquitaine, à Montpon-Ménéstérol

Organisateur : DDETSPP 24

Le préfet de Dordogne, Jean-Sébastien Lamontagne, la DDETSPP ainsi que les directrices régionales et territoriale d'ADOMA ont assisté à un atelier animé par le comédien François-Xavier Lagarde, réunissant 12 femmes d'origines différentes ne maîtrisant pas le français. Cet atelier hebdomadaire permet une amélioration spectaculaire du niveau de français des participantes et d'oser prendre la parole.



→ Accompagnement vers l'insertion professionnelle à Toulouse, en Occitanie

Organisateur : DT OFII de Toulouse

Plus de 90 signataires du contrat d'intégration républicaine ont été accueillis au sein des locaux de la DT OFII et ont pu échanger autour de stands avec différents partenaires de l'insertion professionnelle des étrangers : Pôle Emploi, missions locales, Afpà, la fondation Agir contre l'exclusion et plusieurs associations impliquées dans l'insertion professionnelle.





→ Pose du premier module-type préfigurant la construction d'habitats innovants en Pays-de-la-Loire, à Nantes

Organisateurs : préfecture et DDETS de la Loire-Atlantique

La pose du premier module du bâtiment, qui accueillera, au printemps 2023, 100 studios à destination des réfugiés et des jeunes actifs, a eu lieu le 18 octobre dernier en présence des représentants du département, de Nantes Métropole, d'Action logement et de la Caisse des dépôts. Cette opération répond à des besoins urgents du territoire où la tension immobilière est très forte. Les résidents seront accompagnés vers l'emploi et un logement pérenne par l'association Aurore.



■ Quel impact sur les primo-arrivants de Loire-Atlantique ?

100 studios vont faciliter l'accès au logement des plus modestes dont les réfugiés avec comme principe un hébergement de moins de deux ans, pour un coût total de l'opération de plus de six millions d'euros.

→ Rencontre avec des réfugiés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, à Marseille

Organisateur : l'association Soliha

L'association Soliha a organisé une rencontre entre une famille de réfugiés réinstallés, dont elle assure l'accompagnement, en présence notamment du référent intégration départemental. Cet événement a donné lieu à des échanges entre l'association, les travailleurs sociaux, les bénéficiaires et les services de l'Etat local sur les difficultés rencontrées par les réfugiés en matière d'accès à l'emploi, aux droits et à la santé. La présence de plusieurs journalistes de presse écrite a permis une sensibilisation du public sur ces questions.



→ Signature de contrats d'intégration républicaine (CIR) à la Réunion, à Saint-Denis

Organisateur : préfecture de la Réunion

Les étrangers primo-arrivants signataires de CIR ont été reçus à la préfecture par le préfet, Jérôme Filippini, qui a ensuite prononcé un discours devant la presse. Deux signataires de CIR de l'année précédente sont venus livrer leur témoignage et évoquer leur parcours avec les participants. Le préfet a pu répondre aux questions de la presse et des interviews des participants ont été réalisées.

■ Le contrat d'intégration républicaine (CIR)

La signature d'un CIR marque l'engagement de l'étranger dans le parcours d'intégration républicaine. Il est signé par les étrangers primo-arrivants, y compris les réfugiés, admis pour la première fois au séjour régulier en France et qui souhaitent s'y installer durablement. Au cours du premier entretien avec l'agent de l'OFII, deux formations obligatoires sont prescrites : la formation civique et, si le besoin en est constaté, une formation linguistique adaptée au niveau de langue de l'étranger primo-arrivant.

En 2021, près de 110 000 CIR ont été signés, dont une majorité par des personnes admises au séjour pour motifs familial (51%) ou humanitaire (32%).



La direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN) et sa sous-direction de l'intégration des étrangers (SDIE) se sont également rendues à plusieurs événements organisés sur le territoire.

➔ Signature du contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) à Clermont-Ferrand

Organisateurs : Ville de Clermont-Ferrand et préfecture du Puy-de-Dôme

Le nouveau contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) signé pour la période 2022-2025 par le maire de Clermont-Ferrand, Olivier Bianchi, et le préfet du Puy-de-Dôme, Philippe Chopin, en présence du directeur de l'intégration et de l'accès à la nationalité, David Coste, et du délégué interministériel à l'accueil et à l'intégration des réfugiés, Alain Régnier, présente de nombreuses améliorations en faveur de l'insertion des étrangers primo-arrivants et des réfugiés, en levant les freins à leur intégration. L'accès à l'emploi en constitue un vecteur essentiel, pour favoriser leur insertion professionnelle et leur autonomie, mais aussi pour répondre aux besoins de recrutement de nombreux secteurs économiques et entreprises du territoire.

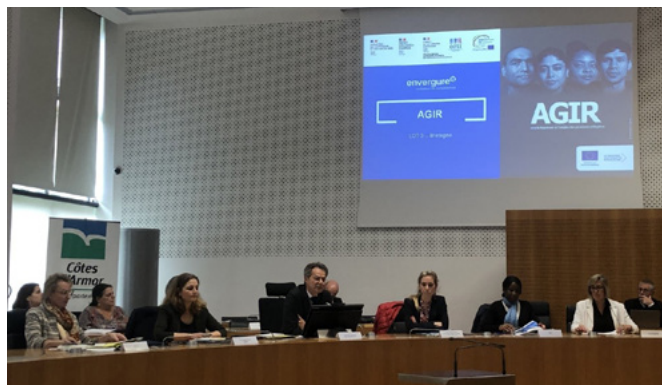
■ Les contrats territoriaux d'accueil et d'intégration (CTAI)

Les CTAI constituent une démarche innovante de contractualisation entre l'Etat et les collectivités territoriales. Ils permettent d'apporter des réponses adaptées à la réalité du terrain en matière d'intégration des étrangers primo-arrivants dont les réfugiés. Les CTAI permettent de faciliter la coordination des différents dispositifs d'accueil et d'intégration et d'avoir une approche pluriannuelle pour mettre en œuvre des actions dans la durée.



→ Lancement du programme AGIR en Bretagne, à Saint-Brieuc

Organisateur : préfecture des Côtes-d'Armor



Une réunion de démarrage, marquant le déploiement du programme AGIR dans les Côtes-d'Armor, a eu lieu le 17 octobre à la préfecture, présidée par le préfet des Côtes-d'Armor, Stéphane Rouvé, en présence de la sous-directrice de l'intégration des étrangers, Anne Baretaud, et de l'OFII.

Devant l'ensemble des acteurs économiques et sociaux parties prenantes de l'intégration des réfugiés, Envergure, opérateur d'AGIR dans le département, a présenté son projet pour la mise en œuvre du programme. Grâce à ce guichet unique départemental, AGIR va permettre de faciliter l'accès aux droits et d'accompagner les réfugiés vers l'emploi et le logement, facteurs essentiels de leur intégration dans notre société.

→ Job Dating en Bretagne, à Rennes

Organisateur : Akto

Le 20 octobre, des réfugiés ayant suivi une formation professionnelle qualifiante de cinq mois au métier de commis de cuisine, dans le cadre du programme Sésame porté par Akto et accompagné par Envergure, ont participé à un job dating avec six professionnels de la restauration représentant 27 établissements. Les équipes d'Akto ont présenté les grandes étapes de ce projet et un ancien bénéficiaire, accompagné de son employeur, a témoigné de son expérience.





→ 4^e journée « emploi » de la formation civique en Bretagne, à Vannes

Organisateur : OFII

La 4^e journée de la formation civique obligatoire, pour les quelque 100 000 étrangers signataires du contrat d'intégration républicaine chaque année, est consacrée à l'accès à l'emploi : c'est en effet un facteur essentiel d'intégration des étrangers

dans notre société, avec la mobilisation en particulier du service public de l'emploi. Cette journée constitue un bel exemple des synergies locales à l'œuvre dans le Morbihan pour favoriser l'information des étrangers primo-arrivants sur les différents dispositifs d'insertion professionnelle et leur intégration en France.



■ La formation civique dans le cadre du parcours d'intégration républicaine

Afin de mieux s'approprier les principes de la République et les valeurs de la société française, les étrangers sont tenus de participer à une formation civique de quatre jours. Elle est constituée de cinq thématiques :

- **le portrait de la France** : principes et valeurs républicains qui fondent la vie en France et équilibre entre droits et devoirs ;
- **la santé** : accompagnement dans les démarches pour l'ouverture des droits ;
- **l'emploi** : présentation du cadre légal, recherche d'emploi, reconnaissance de l'expérience, des diplômes et qualifications ;
- **la parentalité** : autorité parentale et droits des enfants, garde d'enfants, scolarité ;
- **le logement** : orientation vers un logement adapté à la situation de chacun.

→ Lancement des glossaires bilingues de l'administration française au ministère de la culture, à Paris

Organisateur : ministère de la culture

Ces glossaires ont été présentés au ministère de la culture en présence de la ministre de la culture, Rima Abdul-Malak et de la secrétaire d'Etat en charge de la citoyenneté, Sonia Backès. Ces glossaires entendent réduire les incompréhensions culturelles liées à la langue entre la société française et les étrangers et pourront ainsi favoriser leur parcours d'intégration et leurs démarches administratives.

L'association Maisons de la Sagesse-Traduire, présidée par l'académicienne, philologue et philosophe Barbara Cassin, et de nombreux interprètes ont porté et réalisé cet important projet, soutenu par la délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF), la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité ainsi que la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés.



→ Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des réfugiés par le sport, Ile-de-France, à Paris

Organisateurs : Ovale Citoyen et Rugby World Cup France 2023

L'association Ovale Citoyen, bénéficiaire de subventions de la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité, et Rugby World Cup France 2023 ont



présenté leur action menée conjointement en faveur de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle des réfugiés.

Une conférence de presse a ouvert la journée durant laquelle les nombreux partenaires ont évoqué l'importance de l'intégration à travers le sport. La journée s'est poursuivie avec des matchs de rugby et des jobdatings animés par les sociétés Proman et France Pare-brise.

3



« Je vais vous livrer ma conviction : une intégration réussie, cela passe d'abord par la maîtrise de la langue. Cela passe également par le respect absolu de nos valeurs républicaines par ceux qui nous rejoignent. »

Le séminaire de clôture de la Semaine de l'intégration

Cette Semaine s'est clôturée le 21 octobre par un séminaire rassemblant 250 participants à Paris.

[Retrouvez le programme de la journée en annexe]

En ouverture, Sonia Backès, secrétaire d'Etat chargée de la citoyenneté, a rappelé le caractère fondamentalement territorial, partenarial et interministériel de la politique publique d'intégration des étrangers. Elle a souligné que l'intégration est un enjeu politique fort car indissociable de la gestion des flux migratoires. C'est aussi un enjeu économique en matière d'insertion professionnelle des étrangers et un enjeu sociétal incontournable d'intégration du référentiel des valeurs de la République.

Une meilleure et plus rapide intégration des étrangers en situation régulière et des réfugiés est une priorité gouvernementale, a rappelé la Secrétaire d'Etat.

« Il me tient à cœur que nos concitoyens sachent que les parcours d'intégration réussie ne sont pas un mythe. Ils représentent en vérité la grande majorité des cas. Issue moi-même d'une intégration réussie, je sais ce que je dois à la France. »

Le ministre du travail, du plein-emploi et de l'insertion, Olivier Dussopt, a également tenu à ouvrir ce séminaire, réaffirmant la priorité du Gouvernement de l'intégration des étrangers primo-arrivants par l'emploi.

Temps forts

Table ronde | L'intégration des étrangers primo-arrivants en zone rurale ou de faible densité

Ces territoires en zone rurale ou de faible densité souffrent de difficultés d'attractivité des étrangers (3% des réfugiés vivent dans ces territoires) en raison de représentations biaisées de ces territoires sur le manque de logement et d'accès au travail, comme l'a souligné le doctorant Valentin Cocco. Juliette Auricoste, de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), a ajouté que le déficit d'ingénierie des petites communes pouvait constituer une limite. Pour pallier ces difficultés, l'ANCT propose un accompagnement avec le programme « Petites villes de demain » avec un renforcement des moyens financiers de ces communes.

Les autres intervenants ont partagé leurs expériences respectives en matière d'accompagnement des étrangers primo-arrivants et réfugiés. A cet égard, Pauline Vialaret, co-fondatrice et directrice de l'association Terre 2 Cultures, a présenté son travail d'accompagnement des réfugiés d'Ile-de-France vers un emploi agricole dans les territoires. Pascal Grand, chargé de mission Mob'In France, s'est exprimé sur la mobilité des étrangers qui constitue un enjeu majeur et un frein à leur intégration en zone rurale.

Les différents intervenants ont souligné la nécessité d'une coordination de tous les acteurs en matière d'emploi, de logement, de mobilité et de services dans ces territoires.





Parole d'experts | L'insertion socio-professionnelle des femmes primo-arrivantes : regard européen et bonnes pratiques

Les femmes migrantes cumulent un certain nombre de freins spécifiques (difficultés à faire connaître leurs droits, garde d'enfants, isolement, visibilité moindre dans l'espace public) et un manque de reconnaissance de leurs diplômes et qualifications qui rendent difficiles leur accès à un emploi durable. Ces constats, qui sont le fruit d'une étude du Réseau européen des migrations (REM), ont été présentés par Tamara Buschek-Chauvel, chargée de mission au REM. Elle a rappelé que l'intégration des femmes migrantes a été identifiée comme une priorité de la politique publique de la politique d'intégration dans 10 des 24 Etats membres étudiés pour cette enquête.

Flore Guibert, de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et Lina El Chamaa, de l'Université Paris Dauphine, ont montré que le dispositif OEPRE (« Ouvrir l'école aux parents pour la réussite des enfants ») bénéficie en grande majorité aux femmes et constitue un vecteur d'intégration sociale. Annaïck Morvan, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité d'Ile-de-France a souligné l'importance de la reconnaissance des qualifications pour lutter contre le déclassement des femmes qui arrivent en France plus diplômées que les hommes mais qui accèdent plus difficilement au marché du travail.

Le témoignage d'une femme réfugiée, Aline Umutesi, a illustré les difficultés à faire reconnaître les qualifications académiques et professionnelles des femmes étrangères. La rencontre de cette femme avec l'association SISTECH qui accompagne les femmes migrantes en agissant sur les freins à l'emploi a été déterminante pour cette réfugiée dans son insertion professionnelle.



Les stands | Les outils innovants au service de l'intégration

Cet espace a permis aux participants de découvrir de nouvelles pratiques et modalités de mise en œuvre de la politique d'intégration. Différents acteurs ont ainsi pu présenter des outils innovants destinés à favoriser l'intégration des étrangers primo-arrivants et des réfugiés. Les participants ont pu assister à la démonstration de l'application Findaway (application mobile pour faciliter les procédures de demande d'asile et l'intégration des réfugiés), du jeu Destination Europe (outil d'apprentissage sur la migration), de réfugiés.info développé par la DIAIR, de la cartographie nationale de l'offre de formation linguistique du Réseau des Carif-Oref, de l'outil TradEmploi de Pôle Emploi, de l'action de soutien de The Inklink aux actions de santé mentale par l'illustration comme médiateur et la présentation du glossaire bilingue de l'administration française de la Maison de la Sagesse.





Mini-séminaire | Le programme AGIR : objectifs et déploiement, témoignages d'acteurs

Le déploiement du programme AGIR est né d'un double constat : d'une part, l'efficacité des programmes d'accompagnement global existant pour favoriser l'insertion professionnelle, l'accès aux droits et au logement des bénéficiaires de la protection internationale (BPI) et d'autre part, l'inégale répartition de l'offre d'accompagnement sur le territoire. Les intervenants ont souligné qu'à l'image du travail interministériel engagé pour la conception du programme AGIR, sa réussite sur le terrain sera conditionnée à la bonne articulation et la cohérence des acteurs. A cet égard, l'opérateur AGIR aura un rôle de coordonnateur mandaté par l'Etat, rôle essentiel pour assurer une meilleure intégration des BPI, plus rapide et sans rupture d'accompagnement.



Mini-séminaire | La coordination territoriale au service de l'intégration : quelle mobilisation pour l'accueil des Ukrainiens ? Quels bilans et comment transformer cette mobilisation au bénéfice des publics étrangers dans leur ensemble ?

La mobilisation pour l'accueil des Ukrainiens a débuté dès février 2022 et plus de 100 000 personnes déplacées ont obtenu une autorisation provisoire de séjour en France. Les intervenants ont souligné la réactivité des acteurs face à la crise et la capacité à innover pour ne pas mettre en concurrence les différents publics, notamment en matière de logement avec la mobilisation du logement citoyen par exemple. Cette crise a permis aux acteurs de développer des solutions nouvelles en matière de logement mais aussi la mise en place d'un guichet unique.



Exposition | Histoire de s'intégrer

Ce projet, porté par l'agence de storytelling ANANIE, a été sélectionné dans le cadre de l'appel à projets national 2021 pour l'intégration des étrangers primo-arrivants de la direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité. Il a bénéficié également du soutien de la délégation générale à la langue française et aux langues de France du ministère de la culture.

Cette exposition a présenté neuf portraits d'étrangers primo-arrivants et de bénéficiaires de la protection internationale engagés dans un parcours de naturalisation ou venant d'acquérir la nationalité française.

Ces neuf personnes ont relaté les grandes étapes de leur vie, évoqué leurs relations avec l'administration et exposé les raisons qui les motivent à devenir français. Le fondateur d'ANANIE, Matthieu Noli, a su rendre compte avec justesse des parcours de vie de ces femmes et de ces hommes.



Restauration | Les cuisstots migrants

La restauration a été assurée tout au long de la journée par Les Cuisstots migrants, un service de traiteur dont les chefs sont des réfugiés. Ces chefs cuisinent des recettes de leur pays avec la volonté de changer le regard sur les réfugiés. Les participants au séminaire ont donc pu déguster lors de la pause déjeuner des spécialités syriennes, iraniennes, bengalaises, éthiopiennes ou encore sénégalaises, qui ont été fort appréciées.



Table ronde | Santé mentale : comment accompagner les étrangers primo-arrivants ?

La condition de réfugié est une source de stress importante et les cas de psychoses et de dépressions sont plus nombreux chez les migrants (rapport de l'Organisation mondiale de la santé, juillet 2022). La santé mentale est au cœur du plan national « 10 actions pour renforcer la prise en charge des vulnérabilités des demandeurs d'asile et des réfugiés » mis en œuvre par la DGEF en mai 2021 avec en particulier un « rendez-vous santé » proposé par l'OFII et des formations sur ces questions.

Pour lutter contre la précarité qui constitue un frein majeur dans l'accès au soin, deux professionnelles de santé ont présenté les missions de l'Équipe Mobile de psychiatrie précarité (EMPP), dispositif déployé auprès des personnes en situation d'exclusion sociale. Les responsables des associations Centre Primo Levi et Integrapsy - la vie active, Hélène Bonvalot et Stéphane Duval, ont fait part de leur expérience d'accompagnement des migrants, notamment à l'aide d'interprètes. Safioulla Safay, originaire d'Afghanistan et résidant en France depuis 2010, a témoigné de son rôle d'« ambassadeur d'intégration » à Integrapsy – la vie active, pour lequel il instaure un climat de confiance avec les migrants et assure un travail de traduction au sein d'une équipe mobile.



Clôture

Ce séminaire s'est terminé par les interventions du directeur général des étrangers en France, Eric Jalon, du délégué interministériel à l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR), Alain Régnier, du délégué interministériel à l'hébergement et l'accès au logement (DIHAL), Sylvain Mathieu, du chef de service à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), Fabrice Masi et du directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), Didier Leschi.

Ils ont souligné combien, en raison de l'instabilité du monde et des crises internationales, la France doit faire face à l'accueil de réfugiés sur son territoire, ce qui renforce les enjeux d'intégration. Ils ont rappelé l'importance de la coordination des politiques en ce domaine et de l'optimisation de la répartition géographique





de ces populations, y compris dans les zones rurales ou moins densément peuplées. Dans ce contexte, l'accès à l'emploi et à la formation est primordial car il est vecteur d'une meilleure intégration.

Le directeur général des étrangers en France a souligné que face à la nécessité pour l'Etat de répondre aux crises, comme l'accueil des personnes déplacées d'Ukraine, les enjeux de l'intégration se posent en des termes renouvelés. Mais l'Etat a la capacité de construire avec ses partenaires des parcours d'intégration autour de l'exigence, par l'apprentissage de la langue et des valeurs républicaines ; de la confiance, avec une mobilisation de tous les acteurs ; et de l'engagement, en particulier pour l'accueil des étrangers dans les territoires de faible densité, pour l'insertion professionnelle des femmes et pour la santé mentale. Cet engagement se traduit notamment par des moyens renforcés comme l'illustre le déploiement d'AGIR sur tout le territoire d'ici 2024.

4

Remerciements

La direction générale des étrangers en France (DGEF) remercie l'ensemble de ses partenaires : la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR), la délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL), l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), Pôle Emploi, l'ensemble des préfetures et des services locaux de l'Etat qui ont contribué à l'organisation et au bon déroulement de cette deuxième édition de la Semaine de l'intégration.

Un grand merci également à tous les partenaires, les associations, les acteurs économiques et collectivités locales qui œuvrent quotidiennement en faveur de l'intégration des étrangers en France et pour leur forte mobilisation qui a fait de cette Semaine une vraie réussite !

ANNEXES

Portraits réalisés par la DICOM du ministère de l'intérieur et des outre-mer



Je m'appelle **Ali Azizi**, j'ai 21 ans, je viens du Deykandi, en Afghanistan. J'habite à Orléans, je suis arrivé en France en septembre 2019. J'ai quitté mon pays à cause de la guerre, quand je suis arrivé à Paris, j'ai passé trois semaines dans la rue. C'est vraiment difficile et moi je me suis dit si je peux passer aujourd'hui, peut-être que demain sera meilleur. J'ai décidé d'apprendre le français tout seul sur internet. Et après lorsque je suis venu en formation, et grâce au projet « HOPE », j'ai fait trois mois de formation de français, et en même temps le week-end, j'ai fait une formation de français que j'ai eue à l'OFII. Moi mon avis, ce n'est pas trop dur, si on se bouge un peu, ce n'est pas trop dur. Et dès que

j'ai terminé j'ai fait les trois examens du niveau « langue française » et j'ai eu les trois. Grâce à la formation, j'ai trouvé mon premier travail en bardage et étanchéité. Ce qui m'a beaucoup aidé pour trouver un logement. Et en plus, je suis content, aujourd'hui j'ai mon travail, j'ai mon logement, et vraiment je travaille dur dans ma vie pour avoir une vie meilleure. Moi je peux remercier la France grâce à qui j'ai eu mes papiers, et après pour en être arrivé jusque-là dans ma vie, je suis très content, c'est grâce à la France. Et voilà, je voudrais conseiller les gens qui viennent d'arriver en France en tant que réfugiés politiques. Il faut se bouger un peu et on peut y arriver.



Je suis **Virginie Mouanda**, j'habite à Mantes-la-Ville, depuis une dizaine d'années, bientôt. J'habitais au Congo, j'étais étudiante à l'université de Brazzaville. J'ai rencontré Pascal qui est devenu mon mari plus tard et c'est avec lui que je suis venue en France. On a eu nos enfants à Grenoble, on a passé une partie de notre vie à Grenoble. Après, mon mari a trouvé un poste ici à Paris, dans la même entreprise. Ça fait qu'on n'a pas trop changé les choses en venant habiter en région parisienne. Je fais partie de l'association « Paroles d'hommes et de femmes » et depuis quelques années, on travaille ensemble. En tout cas, je témoigne dans les collèges et les lycées, voire les écoles, et je leur raconte mon parcours, parce que moi quand je suis allée à l'école, je ne parlais pas un seul mot de français. Jusqu'à 8-9 ans, je ne pouvais pas dire une phrase en français. Et pourtant des années plus tard, en vivant en France, je suis devenue éditrice, j'écris des

livres. L'idée première pour laquelle j'ai commencé à écrire, c'est le besoin d'informer. A partir du moment où on se lance dans l'écriture, on devient... voilà, on devient passionné en fait, et on ne peut plus s'en passer. Et puis, en même temps, je racontais des histoires à mes enfants, à l'école des enfants. On m'a dit "mais tu devrais faire de ça ton métier". J'avais un peu de temps devant moi, un petit peu d'argent et je connaissais, j'avais fait une formation à l'université sur les métiers du livre. Et de cela, je me suis dit, je me suis lancée. En dehors de ça, de l'écriture, je chante dans la chorale de la collégiale Notre-Dame, à Mantes-la-Jolie. Et le fait d'aller à la chorale, me permet de rencontrer du monde, d'échanger, d'avoir une certaine vie sociale. Et je pense qu'on se réunit à l'église ou au bar, le plus important, c'est qu'on se réunisse. Et qu'on ait des choses à partager.



SEMAINE DE L'INTÉGRATION

du 17 au 21 octobre 2022



Séminaire de clôture, La Bellevilloise, Paris, 21 octobre 2022 PROGRAMME

8H45 – 9H30 | CAFÉ D'ACCUEIL

9H30 – 10H00 | **OUVERTURE** par **Sonia BACKÈS**, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur et des outre-mer, chargée de la citoyenneté et **Olivier DUSSOPT**, ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion (intervention vidéo)

10H00 – 11H15 | **TABLE RONDE « Accompagner et développer l'intégration des étrangers primo-arrivants en zone rurale et/ou de faible densité »**

Modération : **Anne BARETAUD**, sous-directrice de l'intégration des étrangers, direction générale des étrangers en France

Avec la participation de :

Juliette AURICOSTE, directrice du programme Petites Villes de Demain de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Arnaud DELEPLANQUE, conseiller municipal à la sécurité, à la prévention, à la circulation et au sport à la ville du Creusot

Agathe BLOT, directrice de l'association Villages Solidaires entre Charolais et Mâconnais

Valentin COCCO, doctorant, ancien chargé de mission ruralité à la délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés

Pauline VIALARET, co-fondatrice et directrice de l'association Terre 2 Cultures

François FEBVRE, directeur de la Maison de l'emploi du Grand Périgueux

Pascal GRAND, chargé de mission Mob'In France pour la mobilité des migrants et directeur de plateformes de mobilité inclusive en Auvergne

11H15 – 11H30 | PAUSE

11H30 – 12H15 | **PAROLE D'EXPERTS « L'insertion socio-professionnelle des femmes primo-arrivantes : regard européen et bonnes pratiques »**

Modération : **Véronique DELARUE**, cheffe adjointe du département Pôle emploi, délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Avec la participation de :

Christelle CAPORALI-PETIT, responsable du Réseau européen des migrations, direction générale des étrangers en France

Flore GUBERT, directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement et **Lina EL CHAMAA**, étudiante en master de recherche en sociologie à l'Université Paris-Dauphine

Joséphine GOUBE, directrice de l'association Sistech, accompagnée d'**Aline UMUTESI**, bénéficiaire du programme Fellowship

Annaïck MORVAN, directrice régionale droits des femmes et égalité FH, préfecture de la région d'Île-de-France

12H15 – 15H00 | PAUSE DÉJEUNER ET FORUM

STANDS
(12H30 – 15H00)

Les outils innovants au service de l'intégration

Présentés par :

- Pôle Emploi
- RCO Carif Oref
- Destination Europe par le Réseau européen des migrations (REM)
- The Inklinc
- Maisons de la Sagesse
- L'équipe de Réfugiés.info
- Les CRI

EXPOSITION
« Histoire de s'intégrer »

MINI-SÉMINAIRES

Les mini-séminaires se dérouleront chacun deux fois : de 13H30 à 14H15 et de 14H20 à 15H.

FOCUS sur :

→ Le programme AGIR : objectifs et déploiement, témoignages d'acteurs

Modération : **Florence MOURAREAU**, cheffe de projet AGIR, direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité, direction générale des étrangers en France

Avec la participation de :

Caterina GENTILONI, directrice adjointe de l'asile et cheffe de projet AGIR, Office français de l'immigration et de l'intégration

Camille MARIENBACH, cheffe de projet du pôle « Migrants », délégation interministérielle pour l'hébergement et l'accès au logement

Véronique POINSSOT, coordonnatrice

Intégration professionnelle des primo-arrivants, département Pôle emploi, délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Laurent DENOUEL, responsable de l'Unité Territoriale 35/44/56, Coallia

Nathalie BARAUD-FEFEU, chargée de mission, politiques de l'asile et intégration des réfugiés, direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Morbihan

→ La coordination territoriale au service de l'intégration : quelle mobilisation pour l'accueil des Ukrainiens ? Quels bilans et comment transformer cette mobilisation au bénéfice des publics étrangers dans leur ensemble ?

Modération : **Yannick PROST**, secrétaire général, délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés

Avec la participation de :

Georges BOS, sous-préfet, conseiller Affaires Intérieures au sein de la délégation interministérielle pour l'hébergement et l'accès au logement, directeur de la mission Logement, directeur du pôle Migrants

Arnaud POULY, directeur départemental de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités, préfecture du Var

Geneviève PERRIN, directrice de l'Agence Pôle Emploi Paris Brancion

Minne BESTEMAN, directrice d'Insermedia, organisme de formation titulaire du marché OFII

15H15 – 16H00 | TABLE RONDE « La santé mentale : comment accompagner les étrangers primo-arrivants ? »

Modération : **Camille PLUTARQUE**, cheffe de section accompagnement, département de l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, direction de l'asile, direction générale des étrangers en France

Projection d'une séquence du film documentaire « Avec les mots des autres », un film d'Antoine DUBOS, une production Société des Apaches, Orspere-Samdarra, CNRS et Lyon Capitale TV. Distribution : TANGENTE.

En présence de :

Céline CHABERT, infirmière et **Marie BAHUAUD**, psychologue, membres de l'équipe mobile psychiatrie précarité (EMPP) du CHS de la Savoie

Natacha CARBONEL, chargée de mission et communication, Orspere-Samdarra

Avec la participation de :

Clotilde GINER, adjointe au chef de département de l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, direction de l'asile, direction générale des étrangers en France

Hélène BONVALOT, directrice générale du centre Primo Levi

Stéphane DUVAL, directeur d'Integrapsy, accompagné de **Safioulla SAFAY**, ambassadeur d'intégration

16H00 – 16H30 | CLÔTURE

Eric JALON, directeur général des étrangers en France

Alain RÉGNIER, délégué interministériel à l'accueil et à l'intégration des réfugiés

Sylvain MATHIEU, délégué interministériel à l'hébergement et à l'accès au logement

Fabrice MASI, chef de service à la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Didier LESCHI, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

16H30 | FIN

Pour aller plus loin

-  Site du ministère de l'intérieur et des outre-mer
-  Site de la direction générale des étrangers en France (DGEF)
-  Site de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP)
-  Site de la délégation interministérielle à l'accueil et l'intégration des réfugiés (DIAIR)
-  Site de la délégation interministérielle à l'hébergement au logement (DIHAL)
-  Site de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)
-  Site de Pôle Emploi
-  Réfugiés.info, plateforme de la DIAIR qui recense les dispositifs d'accompagnement des réfugiés et apporte des informations traduites sur les démarches administratives
-  Bonjourbonjour qui recense les offres de formation linguistique sur le territoire

